



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 17 décembre 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 16
Nombre de votants : 22

Date de la convocation : 09 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept décembre à quinze heures vingt-cinq, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Sabine HUET (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin).

Absents excusés :

M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Frédérique LIÈVRE, M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Jean-Marie PETIT, M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU, M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à M. Guy PROTEAU, M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Sabine HUET, Mme Béatrice ORTEGA : pouvoir à M. Stéphane DELAGE, M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac).

Absents :

Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua).

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre).

Lancement de la démarche d'élaboration d'un Plan InterCommunal de Sauvegarde (PICS) *Affaires générales*

Monsieur le Président expose :

La loi n°2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, dite loi MATRAS, conduit les EPCI, dont l'une des communes membres est soumise à un Plan Communal de Sauvegarde (PCS), à se doter d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS) avant le 26 novembre 2026.

Il est considéré comme risque majeur tout danger (environnemental, technologique, cyber, sociétal, sanitaire) susceptible de survenir dans une zone géographique où des enjeux prioritaires sont à

protéger : population importante, activité économique forte, environnement sensible.

Le PICS organise, sous la responsabilité du Président de l'EPCI et en articulation avec le plan ORSEC (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile) et les PCS, la solidarité et la réponse intercommunales, au profit de toutes les communes membres face aux situations de crise, en organisant, au minimum :

- La mobilisation et l'emploi des capacités intercommunales au profit des communes ;
- La mutualisation des capacités communales ;
- La continuité et le rétablissement des compétences ou intérêts communautaires.

Le PICS doit renforcer le lien entre les communes dans la préparation et la réponse aux crises et ne se substitue pas aux PCS : il constitue un niveau de sécurité supplémentaire, le Président de l'EPCI devant s'assurer de la bonne articulation du PICS et des différents PCS des communes rattachées.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code de la sécurité intérieure, et en particulier ses articles L. 731-4, R. 731-5 et R. 731-6 précisant le contenu et la procédure d'élaboration et de révision d'un plan intercommunal de sauvegarde ;

Vu la loi n°2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, notamment son article 11 relatif au plan intercommunal de sauvegarde ;

Considérant que la CCBM a l'obligation d'établir un Plan Intercommunal de Sauvegarde avant le 26 novembre 2026 ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DÉCIDE

- D'approuver le lancement de la démarche d'élaboration d'un PICS sur le territoire du Bassin de Marennes, dans le respect du cadre règlementaire ;
- D'autoriser le Président à signer tout document afférent ;
- D'inscrire les dépenses au budget général.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président

Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance

François SERVENT

